



Les enjeux démographiques en Région Sud

Séminaire de l'Observation territoriale du 30 juin 2026, animé par l'Aurav

Synthèse

SÉQUENCE 1 - LES TENDANCES DEMOGRAPHIQUES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Les tendances démographiques en France et dans la région SUD : données, traitements et prospective

Direction régionale de l'INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cette première intervention avait pour objectif de poser un cadre de compréhension commun des évolutions démographiques en cours en présentant les principaux chiffres régionaux, les méthodes de production statistique mobilisées par l'INSEE et les grandes tendances prospectives susceptibles d'influencer les territoires dans les prochaines décennies.

Les données présentées montrent que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur continue d'enregistrer une croissance démographique supérieure à la moyenne nationale. La population régionale atteint désormais plus de 5,2 millions d'habitants avec une progression d'environ 0,6 % par an entre 2017 et 2023. Cette croissance demeure soutenue comparativement à la moyenne métropolitaine. Toutefois, l'analyse détaillée des composantes de cette évolution met en évidence une mutation profonde des mécanismes qui alimentent cette croissance.

L'un des enseignements majeurs réside dans l'épuisement progressif du solde naturel. Jusqu'à une période récente, la hausse de la population résultait de la combinaison entre un nombre de naissances supérieur au nombre de décès et un apport de population provenant d'autres territoires. Ce modèle tend aujourd'hui à disparaître. Les naissances diminuent rapidement tandis que les décès augmentent sous l'effet du vieillissement de la population. Pour la première fois à l'échelle régionale, le nombre des décès dépasse désormais celui des naissances.

Cette rupture a suscité de nombreuses interrogations parmi les participants. Au-delà du constat démographique lui-même, une première question a porté sur la rapidité du phénomène. Plusieurs échanges ont souligné que cette dégradation du solde naturel apparaît beaucoup plus rapide que ce qui était envisagé dans les projections démographiques réalisées il y a une dizaine ou une quinzaine d'années. L'idée qu'un territoire traditionnellement dynamique sur le plan démographique puisse entrer dans une phase de dépopulation naturelle semblait encore relativement éloignée il y a peu.

Cette évolution a conduit à interroger les facteurs qui sous-tendent le recul de la fécondité. Les débats ont progressivement montré qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une question démographique mais d'un phénomène révélateur de transformations sociales plus larges. Les participants se sont interrogés sur le rôle de l'accès au logement, des difficultés économiques, de la précarisation des parcours professionnels, de la hausse des coûts du foncier et de l'immobilier, de l'incertitude géopolitique ou encore des préoccupations liées au changement climatique dans les arbitrages des ménages.

L'INSEE a présenté des données particulièrement marquantes sur l'évolution récente des naissances. Alors que la région enregistrait encore plus de 60 000 naissances annuelles au début des années 2010, elle n'en compte plus qu'environ 48 600 en 2025. Dans le même temps, le nombre de décès dépasse désormais les 54 000 par an. La région est ainsi passée en quelques années d'un excédent naturel supérieur à 10 000 habitants par an à un déficit naturel proche de 6 000 personnes.

Cette évolution est liée à la fois à la baisse de la fécondité et à l'allongement de l'espérance de vie. Le nombre moyen d'enfants par femme est passé d'environ 2 au début des années 2010 à 1,61 aujourd'hui. Si ce niveau demeure légèrement supérieur à la moyenne nationale, il traduit néanmoins un recul particulièrement rapide.

Les échanges ont également mis en évidence les conséquences directes de cette évolution sur les politiques publiques. La diminution des naissances ne constitue pas seulement un indicateur statistique ; elle annonce des transformations très concrètes pour les territoires. Les participants ont notamment évoqué la baisse attendue des effectifs scolaires, les conséquences pour la carte des écoles et des collèges, l'évolution des besoins en matière de petite enfance et plus largement la transformation progressive de la structure des besoins collectifs.

Les projections démographiques présentées conduisent enfin à envisager un ralentissement très net de la croissance de la population française au cours des prochaines décennies. Selon les scénarios centraux évoqués, la France entrerait progressivement dans une phase de stagnation puis de décroissance démographique. Les discussions ont alors insisté sur la nécessité de considérer ces projections comme des outils d'aide à la décision permettant de préparer différents scénarios plutôt que comme des prévisions définitives.

Cette première séquence aura ainsi permis de poser un constat essentiel : les dynamiques démographiques qui ont structuré les politiques publiques depuis plusieurs décennies changent profondément de nature. La croissance démographique ne peut plus être considérée comme un acquis. Les collectivités devront désormais intégrer dans leurs réflexions des hypothèses de stabilisation, voire de diminution de population selon les territoires.

Des tendances démographiques qui révèlent des inégalités spatiales : exemples de spécificités régionales et locales

Sébastien Oliveau, géographe-démographe à l'Université Paris-Saclay

Cette seconde intervention a permis de changer d'échelle d'analyse. Alors que la première présentation portait principalement sur les dynamiques régionales et nationales, cette approche géographique a mis en évidence la très grande diversité des situations territoriales qui se cachent derrière les indicateurs globaux.

Un premier enseignement concerne la forte concentration spatiale du peuplement régional. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur reste structurée par une armature territoriale extrêmement marquée. L'essentiel de la population se concentre sur le littoral et le long des grands axes de circulation, notamment dans l'aire métropolitaine marseillaise, sur la Côte d'Azur et dans les vallées principales. À l'inverse, les espaces de montagne et certaines parties de l'arrière-pays conservent des densités très faibles.

Cette géographie du peuplement ne constitue pas simplement un héritage historique. Elle continue d'influencer les dynamiques démographiques actuelles. Les espaces les plus attractifs ne sont pas nécessairement les mêmes selon les catégories de population concernées. Les mobilités étudiantes, les migrations de retraités, les déplacements d'actifs ou les installations familiales répondent à des logiques différentes qui viennent produire des effets territoriaux contrastés.

Les exemples présentés ont montré que les évolutions démographiques régionales ne sont en rien homogènes. Certains territoires affichent encore des croissances soutenues quand d'autres connaissent un vieillissement accéléré ou une dynamique beaucoup plus modérée. Les contrastes observés concernent aussi bien la croissance de la population que la structure par âge, les niveaux de fécondité ou encore les flux migratoires.

Les échanges ont permis de souligner que ces différences spatiales constituent un enjeu majeur pour l'action publique. Derrière un indicateur régional moyen se cachent des situations très diverses qui rendent difficile l'élaboration de réponses uniformes. Les besoins d'un territoire marqué par une arrivée importante de familles avec enfants ne sont pas ceux d'un territoire confronté à un vieillissement rapide de sa population. Les enjeux en matière de logement, d'équipements scolaires, de mobilité ou de services de santé peuvent ainsi varier fortement d'un bassin de vie à l'autre.

Une large partie des échanges a porté sur les questions de vieillissement. L'analyse présentée montre que celui-ci ne se répartit pas uniformément sur le territoire régional. Certains espaces ruraux, mais également certains secteurs littoraux, connaissent déjà des structures démographiques beaucoup plus vieillissantes que la moyenne régionale.

Cette observation a conduit à s'interroger sur les conséquences futures pour l'organisation des services publics. Plusieurs participants ont souligné qu'une lecture strictement quantitative de la population ne suffit plus. L'enjeu réside désormais autant dans la composition des populations que dans leur volume. Deux territoires possédant le même

nombre d'habitants peuvent présenter des besoins radicalement différents selon leur structure par âge.

La question des migrations a également occupé une place importante. L'intervention a rappelé que les mouvements de population internes à la France jouent un rôle essentiel dans les évolutions observées. Les installations dans la région ne concernent pas uniquement des migrations internationales. Les mobilités résidentielles entre régions constituent un facteur majeur de recomposition territoriale.

Cette réflexion a conduit plusieurs participants à s'interroger sur l'évolution future de ces dynamiques. La région conservera-t-elle son attractivité actuelle ? Les tensions immobilières observées sur une grande partie du littoral pourraient-elles modifier les équilibres démographiques ? Les territoires de l'intérieur pourraient-ils bénéficier de nouvelles formes d'attractivité liées à la qualité de vie, au télétravail ou encore à l'adaptation climatique ?

Au fil des échanges, un sujet est progressivement apparu : celui des liens entre démographie et changement climatique. Même si ce thème ne constituait pas le cœur de la présentation, plusieurs interventions ont souligné qu'il pourrait progressivement devenir un facteur structurant des dynamiques de peuplement. Les fortes chaleurs, les risques littoraux ou les questions liées à la ressource en eau pourraient contribuer à modifier les choix résidentiels à moyen et long termes.

Cette seconde séquence a ainsi mis en évidence un élément essentiel : les évolutions démographiques ne peuvent être comprises qu'en les situant dans leur contexte territorial. Derrière les tendances globales se cachent des réalités multiples qui nécessitent des approches différenciées et territorialisées.

Quels enjeux démographiques et quelles conséquences sur les politiques publiques ?

Gérard-François Dumont, professeur à la Sorbonne et président de la revue *Population & Avenir*

Cette troisième intervention a permis de replacer les constats précédents dans une perspective plus prospective et plus stratégique.

L'exposé s'est notamment appuyé sur les notions d'« hiver démographique », de « dépopulation » et de « dépeuplement », qui ont permis d'éclairer les mécanismes actuellement à l'œuvre. La distinction entre ces notions a nourri une réflexion sur la manière dont les décideurs publics appréhendent les évolutions de population.

L'idée centrale développée est que la baisse durable de la fécondité constitue un phénomène structurel de très long terme. Elle ne se limite pas à une conséquence immédiate sur le nombre de naissances mais influence progressivement l'ensemble de la structure démographique d'un territoire. Cette évolution produit un vieillissement « par le bas », lié à la réduction des générations les plus jeunes, qui vient s'ajouter au vieillissement « par le haut » résultant de l'augmentation de l'espérance de vie.

Cette transformation de la pyramide des âges soulève des enjeux particulièrement importants pour les politiques publiques. Les échanges ont notamment insisté sur les conséquences attendues pour le système éducatif. La diminution des effectifs scolaires pourrait conduire à des restructurations importantes de l'offre éducative, avec des questions particulièrement sensibles pour les territoires ruraux ou faiblement denses.

Au-delà de l'école, c'est l'ensemble de l'organisation territoriale des services qui se trouve interrogé. Comment maintenir une présence publique de proximité dans des territoires confrontés à une baisse de leur population ? Comment adapter les réseaux de santé, de transport ou d'équipements à des populations plus âgées et parfois plus dispersées ?

Les discussions ont également porté sur l'importance du facteur migratoire dans les trajectoires futures. Plusieurs scénarios ont été évoqués pour illustrer la difficulté de prévoir l'évolution de l'attractivité régionale. Les changements climatiques, les transformations économiques, les évolutions géopolitiques ou encore les nouvelles aspirations résidentielles pourraient profondément modifier les équilibres actuels.

Les échanges ont particulièrement insisté sur le fait que les choix de politiques publiques demeureront déterminants. L'avenir démographique n'est pas écrit. Les dynamiques observées résultent pour partie des décisions prises aujourd'hui en matière d'urbanisme, de logement, d'équipements ou de développement économique. La démographie apparaît ainsi moins comme un destin que comme une composante parmi d'autres des trajectoires territoriales.

SÉQUENCE 2 - TABLE RONDE AUTOUR DES ENJEUX DEMOGRAPHIQUES REGIONAUX

Cette seconde partie du séminaire a constitué le temps fort des échanges. Alors que les interventions précédentes avaient principalement permis de partager des constats et des analyses, la table ronde a ouvert un débat plus large sur les conséquences de ces évolutions pour les territoires et pour l'action publique.

La première discussion a porté sur la baisse de la natalité. Très rapidement, les échanges ont montré que celle-ci ne pouvait être réduite à une simple problématique démographique. Elle est apparue comme le révélateur d'enjeux beaucoup plus larges liés au logement, à l'emploi, à l'accès aux services, à la stabilité des parcours de vie ou encore à la confiance dans l'avenir.

Les participants se sont interrogés sur la capacité réelle des politiques publiques à agir sur la fécondité. Les exemples internationaux montrent que les politiques natalistes produisent généralement des effets limités. En revanche, les débats ont mis en évidence l'importance des conditions de vie dans les choix familiaux : accès au logement, modes de garde, qualité des services publics, insertion professionnelle ou encore possibilités de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Cette réflexion a conduit à considérer la démographie comme un indicateur de qualité territoriale. Plus qu'un objectif en soi, la natalité apparaît comme le résultat d'un ensemble de conditions sociales, économiques et territoriales.

Une large partie de la table ronde a ensuite porté sur les liens entre démographie et logement. Les échanges ont montré à quel point les formes d'habitat influencent directement les trajectoires démographiques. Le modèle pavillonnaire dominant dans de nombreux espaces périurbains produit progressivement un vieillissement de la population et nécessite souvent une construction permanente de nouveaux logements pour maintenir les effectifs.

Cette observation a suscité de nombreuses réflexions sur les politiques de l'habitat. Plusieurs participants ont souligné l'importance de développer des parcours résidentiels plus fluides et plus diversifiés afin de permettre aux populations d'évoluer au sein d'un même territoire au fil de leur vie. Le logement est ainsi apparu comme un sujet central pour comprendre les évolutions démographiques futures. Les discussions ont régulièrement convergé vers l'idée que les dynamiques de population ne peuvent être analysées indépendamment des conditions d'accès au logement. Les débats ont également porté sur l'attractivité régionale. Si la région demeure attractive, les profils de populations concernées semblent évoluer. Les échanges ont notamment souligné que certains retraités privilégient désormais d'autres façades littorales françaises. Le coût élevé du logement en Provence-Alpes-Côte d'Azur constitue l'une des hypothèses avancées pour expliquer cette évolution.

Cette réflexion a conduit à s'interroger sur la notion même d'attractivité. Faut-il continuer à considérer la croissance démographique comme un objectif en soi ? Comment concilier attractivité, sobriété foncière, préservation des ressources naturelles et adaptation au changement climatique ? Plusieurs interventions ont souligné la nécessité de dépasser une approche quantitative du développement territorial pour s'intéresser davantage à la qualité des trajectoires de développement. Le changement climatique a progressivement occupé une place importante dans les discussions. Les participants se sont interrogés sur les effets potentiels des fortes chaleurs, du recul du trait de côte, de la raréfaction de certaines ressources ou encore des risques naturels sur les dynamiques de peuplement futures.

Les débats ont notamment posé la question de l'évolution possible de l'attractivité résidentielle régionale. Le climat méditerranéen, longtemps considéré comme un facteur majeur d'attractivité, pourrait-il devenir demain un facteur de vulnérabilité ? Les épisodes de chaleur extrême modifieront-ils les choix résidentiels des ménages ? Les territoires de montagne pourraient-ils bénéficier de nouvelles formes d'attractivité ? Aucune réponse définitive n'a été apportée, mais les échanges ont montré que ces enjeux doivent désormais être intégrés aux réflexions prospectives.

Enfin, la table ronde a largement mis en évidence l'importance de relier les questions démographiques aux politiques d'aménagement du territoire. Les transitions en cours interrogent directement les modèles de développement territoriaux construits depuis plusieurs décennies. Les enjeux de métropolisation, de périurbanisation, de revitalisation des villes moyennes, de maintien des services dans les espaces ruraux ou encore d'adaptation climatique apparaissent désormais étroitement liés aux trajectoires démographiques.